

L'économie à l'abandon

Posté le : 21 juillet 2014 17:24 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Attitudes

Quelle crédibilité accordée aux travaux des économistes réunis à Aix en Provence sur le thème de l'investissement ? Que dit la synthèse finale ?

1. 1. *La première exigence serait de mettre en place un cadre réglementaire et fiscal clair et stable dans le temps.*

Ce cadre, en France, est clair et totalement spoliateur. Il faut surtout ne pas le garder. Quand les familles aisées ne pensent plus qu'à se protéger et à partir, oubliez toute chance d'investissement !

1. 2. *Les pays développés peuvent prendre exemple sur les « build-operate-transfers » du Royaume-Uni : l'administration publique délègue au secteur privé la conception et la construction d'infrastructures.*

La France est gorgée d'infrastructures (ronds point, médiathèques, aéroports régionaux sous utilisés, etc.) et ne produit plus.

1. 3. *Nous avons trop d'épargne mal utilisée. Afin d'orienter celle –ci vers le financement des entreprises et des projets de développement, ayant un impact immédiat sur l'emploi, la croissance et l'innovation, il faut une fiscalité plus favorable pour les revenus des capitaux mobiliers et du travail, et au contraire une fiscalité plus forte sur le patrimoine non productif (immobilier, œuvres d'art, matières premières comme l'or, etc.). Le taux d'imposition des revenus de l'épargne dédiés à l'investissement productif pourrait être forfaitaire, entre 30 et 35%. Développer la titrisation peut être un bon moyen de pallier la difficulté de financement des petites et moyennes entreprises redonner confiance aux jeunes et valoriser les seniors*

La question est de comprendre pourquoi l'épargne est mal utilisée. Ce qu'on appelle l'épargne représente quatre fois la valeur du PIB ! Comment voulez-vous qu'elle soit bien utilisée ? La peur est partout. Ajouter la spoliation fiscale et vous obtenez une fuite vers la protection, le plus souvent illusoire. Tenter d'éviter de perdre tout est l'essentiel du travail des épargnants. Comme de toute façon l'économie est en croissance nulle, le besoin d'investissement est nul. Les banques ne savent pas quoi financer ; les particuliers n'ont pas de projets industriels à financer.

Ce qu'il faut, c'est comprendre pourquoi on vit avec une telle couche de dettes, de crédits, d'épargne, de liquidités, de classes d'actifs décalés et comment on peut espérer réduire tout cela par rapport au PIB.

Accroître la pression fiscale sur l'immobilier est une folie quand on sait que les prix baissent fortement malgré les informations bidons qui règnent dans une presse qui ne veut pas contribuer à une psychose, alors que la peur de la disparition de l'Euro demeure, que l'affaire de chypre terrorise les détenteurs de dépôts, que des banques continuent à s'effondrer, au Portugal, en Espagne et que même la BNP est en danger. Il suffit de constater les baisses de mises en chantiers de logements neufs pour comprendre qu'avec plus d'impôts cela ne va pas s'arranger. Construire du neuf, ce n'est pas investir. Chacune sait cela !

Quant aux œuvres d'art, elles quitteront la France en moins de deux ans si on en taxe la possession, alors qu'elles ne rapportent rien d'autre qu'un plaisir esthétique ! Et quelle inquisition à prévoir !

Ce n'est pas par des prélèvements marginaux de 60 à 75% sur le rendement de l'épargne qu'on attirera les épargnants vers les investissements productifs si tant est qu'il y en avait. Au moins cela semble avoir été compris à AIX. Mais ce n'est pas en jouant sur la fiscalité « incitative » qu'on arrivera à quoi que ce soit. Toute incitation, après tout, est une « niche fiscale » à proscrire...

1. *Adopter, au niveau européen, une politique d'investissements dans les infrastructures et les secteurs porteurs de croissance. Pour cela on peut essayer d'appréhender, autant que faire se peut, les domaines d'activité susceptibles de se développer davantage, comme la France vient de le faire avec ses 34 plans de « reconquête industrielle ».*

On voit que cet effort administratif a tout changé en France ! La reconquista bat son plein... Bien sûr cela permet à des commissions et à des « experts » de se faire un peu d'argent. Rappelons que c'est le job des entrepreneurs de trouver des marchés et qu'ils le font dans le contexte qu'on leur impose. Pas aux fonctionnaires. L'invocation de l'Europe comme cadre miracle est ridicule, sinon qu'on sait qu'il reste un peu d'argent à prendre dans ce cadre-là pour des missions futiles.

1. 5. *Allonger la maturité de la dette publique Les positions sur les dettes dans le monde ne sont pas du tout les mêmes. Depuis le 19^{ème} siècle, la dette britannique a une maturité beaucoup plus longue et pose donc moins de problèmes.*

Quand la dette globale est à 400% du PIB, et la dette publique à deux fois la valeur ajoutée des entreprises de plus d'une personne du secteur privé non financier, vous pouvez l'allonger autant que vous voulez, vous aurez toujours des difficultés. L'important est d'abord de comprendre comment elle est venue, ensuite de cesser de l'accroître, et enfin de savoir comment la réduire. Les artifices c'est bien mais cela fait déjà 7 ans que le blocage du marché monétaire interbancaire a eu lieu.

1. 6. *Assouplir les règles de l'immigration qualifiée.*

Plus de producteurs nous permettra plus de production : avec 5 millions de chômeurs, et 7 millions de « disoccupati », c'est sûr. Il n'y a pas d'immigration choisie possible avec les règles de l'Europe qui a interdit de sanctionner le vagabondage, de considérer les immigrants illégaux comme des délinquants condamnables, de renvoyer chez eux les mendiants et petits délinquants, de cibler les aides sur les nationaux etc.

Mieux vaudrait essayer de comprendre pourquoi les jeunes sont dégoûtés de la France et la fuient.

=====

Au total, on se retrouve dans l'incantation. Et les phrases creuses. Finalement un journal comme le Monde ne veut retenir que des projets d'impôts punitifs nouveaux.

L'explication de la situation est inexistante. Comme on attend, du côté des économistes officiels, des subsides pour faire des conférences, des études, participer à des commissions, on caresse le pouvoir dans le sens du poil sans faire mal là où le bât blesse.

Tout cela est de la pensée mécanique : oui cela serait mieux si la croissance était là, la demande forte, les investissements productifs rentables etc. Si ma tante en avait ce serait mon oncle. Oui. Et alors ?

Pour qu'il y ait de l'investissement, oui il faut de la croissance, de la stabilité, de la confiance, mais dans le monde, en Europe et pas seulement en France.

Si les balances de paiements de certains sont totalement déséquilibrées, dans le déficit ou l'excédent, si les monnaies flottent de façon totalement erratiques ou manipulées, si la création monétaire est massive, créant inlassablement de la liquidité, alors que les paquets de dettes ne sont jamais

résorbés, il ne peut y avoir d'investissements productifs, seulement des placements spéculatifs à court terme.

Si l'Europe de l'Euro est acharnée à provoquer des déflations dans la moitié des pays membres, il ne peut pas y avoir d'investissements. Seulement des rachats d'actions et des réductions de capital, pendant que l'Allemagne gorgée de liquidité ne sait pas quoi en faire et spéculé sans investir l'essentiel de la manne accumulée.

Si la France continue à ne faire aucune réforme significative de son monstre administratif par réduction massive du cadre et de l'ampleur de l'action publique, avec un gestion purement politicienne et démagogique, tout en ruinant les « possédants » (ce sont eux qui ont des réserves pour investir) par une fiscalité spoliatrice qui tourne au vol et à la prédation caractérisés, il ne peut pas y avoir de reprise de l'investissement.

Comme les causes de la crise n'ont jamais été anticipées puis jamais explicitées à Aix, et que l'insignifiance y règne en maîtresse exigeante depuis toujours, ces vacances dans le midi sont d'abord de la vacuité intellectuelle et de la posture politiquement correcte insignifiante.

On peut le regretter. La saison des festivals subventionnés dans la région est tout de même bien agréable. Il suffit d'affirmer près d'Avignon qu'il faut taxer la possession « bourgeoise » de l'art et de subventionner la « culture vivante » de façon non intermittente pour avoir la paix estivale méritée de l'homme qui a « conscientisé les masses ».

Bonne sieste et bon pastis.

PS : Nous invitons ceux que cela intéresse à consulter les travaux de l'été 2008, juste avant la nouvelle « pire crise depuis 1929 ». Inconscience et prétention dans le néant total...

On se moque de ceux qui traitaient du sexe des anges avec les barbares à leur porte. Que dire de ce blabla ridicule juste avant l'effondrement ?

Les Actes des rencontres 2008.

Les nouvelles responsabilités de l'Entreprise

Le souci du développement durable s'est imposé dans la vie des entreprises comme au plan macro-économique, avec pour l'entreprise, plusieurs dimensions : allongement de l'horizon de décision et de gestion, contribution des firmes à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, développement des normes sociales et environnementales et de la notation extra-financière (à côté de la notation financière), importance de la qualité de la « corporate governance ».

Les marchés financiers et les analystes financiers tiennent-ils compte suffisamment de ces évolutions ? Faut-il choisir entre l'objectif de ROE à court terme et des objectifs de développement durable ? La dynamique de la « corporate governance » est-elle adaptée aux nouveaux objectifs, aux nouvelles contraintes et normes ?

L'Entreprise du 21e siècle

Les interrogations spécifiques à la période : aptitudes des entreprises à faire face au contexte de la mondialisation, dimensions stratégiques spatiale et temporelle des décisions, dualité micro locale et projections internationales, tension entre court terme et long terme.

Les entreprises productrices de biens immatériels, les activités immatérielles des entreprises, la protection des activités immatérielles, la concurrence entre modèles ouverts ou fermés, les conflits entre propriété intellectuelle et concurrence.

Aux frontières du savoir

L'entreprise produit-elle du savoir, ou est-ce le savoir qui bénéficie à l'entreprise ? Les rapports entre l'entreprise et la recherche fondamentale.

La nationalité de l'entreprise

Le concept de nationalité de l'entreprise a-t-il encore un sens ? Les liens entre les marques et la culture des pays - le « made in » a-t-il encore un sens ? Les liens entre la nationalité et la culture de l'entreprise. Nationalité et responsabilité sociale et environnementale.

Entreprises, nouvelles conquêtes et nouveaux conquérants

Les nouveaux entrants, la concurrence des émergents, la confrontation des univers régulés et non régulés.

L'entreprise face aux innovations financières

Les modes de financement modifient aujourd'hui l'économie réelle. Les entreprises profitent-elles des innovations financières : gestion des risques, titrisation, déconsolidation ? Les LBO, le private equity, les hedge funds, les fonds souverains, modifient-ils la stratégie et le fonctionnement des entreprises ?

Les nouvelles formes de gouvernance

Au-delà des débats usuels sur la corporate governance et son évolution : les questions de gouvernance posées par une série d'évolutions exogènes (internationalisation et fusions-acquisitions transfrontières ; déterritorialisation du financement ; normes comptables ; poids du capital humain ; private equity).

Les dimensions sociales de l'entreprise

Évolution des relations salariales dans les entreprises des pays industrialisés ; leurs répercussions sur la performance des entreprises, sur la qualité de vie des salariés. Selon les pays, l'État, les partenaires sociaux, les représentants des salariés, la loi et la négociation collective exercent des influences très différentes sur les relations salariales. Perspectives sur les évolutions des dimensions sociales de l'entreprise.

Performance et management : de l'art à la science ?

Aujourd'hui, les entreprises et leurs dirigeants sont confrontés à une véritable injonction de performance dont les déterminants sont à rechercher dans les mécanismes de gouvernance caractéristiques du capitalisme contemporain. Dans la conduite de la gestion stratégique et opérationnelle, cette injonction de performance détermine les processus et les critères de prise de décision, cette nouvelle donne influence également les techniques de management.

Le retour de Schumpeter

Le tissu des entreprises change constamment, mais la démographie de leurs dirigeants en Europe, en France notamment, va accélérer le processus dans les quelques années qui viennent. En même temps, d'autres entreprises françaises ou européennes pourront-elles assurer la relève et permettre de rattraper ce gap de taille ? Les fonds de « private equity » seront-ils assez présents, venant de collecteurs d'épargne française, européenne, ou bien de fonds souverains ?

Entreprises et politiques publiques

À l'heure de la globalisation, que peuvent bien attendre les entreprises des Etats ? Politiques publiques en phase avec les mouvements de l'économie mondiale, priorités d'investissements, capacités d'adaptation au changement, aptitude à saisir les opportunités pour soutenir les « gagnants » de la mondialisation tout en maintenant les équilibres, optimisation des infrastructures vitales, utilisation stimulante du capitalisme « réglementé ».

Quelle régulation internationale pour l'entreprise du XXIe siècle ?